

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :  
En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 40»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 25 OCTOBRE 1874.

Le *Manifeste* adressé par le Congrès général de l'Internationale à tous les travailleurs, vient d'être publié par les journaux socialistes de la Belgique. Le peu de place dont nous disposons nous empêche de reproduire ce document, trop étendu pour notre format; du reste, il va paraître en brochure, ensorte que chacun pourra se le procurer.

Si nous parlons aujourd'hui de ce Manifeste, c'est pour attirer la sérieuse attention des membres de toutes les Sections sur la nécessité qu'il y aura, une fois le Manifeste imprimé en brochure, à le répandre dans le public ouvrier, de façon à lui donner la plus large publicité possible. Toutes les sociétés ouvrières, quelque indifférentes qu'elles aient pu rester jusqu'ici au mouvement socialiste, quelque réactionnaires qu'elles aient pu paraître les tendances de quelques-uns de leurs membres, devraient en recevoir un exemplaire. Dans beaucoup de localités, les membres de l'Internationale se laissent aller trop facilement à cette idée, qu'en dehors d'un petit cercle d'ouvriers d'élite, il n'y a rien à faire, et que la masse indifférente est absolument inaccessible à nos idées. Nous croyons que c'est là une erreur; nous croyons — et l'expérience directe nous l'a prouvé plus d'une fois — qu'il y a dans cette masse qu'on qualifie trop légèrement d'indifférente, beaucoup d'hommes dont les aspirations sont les mêmes que les nôtres; seulement, pour se faire écouter d'eux, il faut leur parler un langage qu'ils comprennent, il faut savoir aller à eux fraternellement, ne pas se laisser rebuter par leurs préjugés, leur ignorance, souvent leur méfiance et leur grossièreté. La propagande, chez nous, ne se pratique pas avec assez de méthode et d'une manière assez soutenue; mieux conduite, et faite sur un meilleur plan et avec plus d'entente de la situation, elle donnerait certainement

des résultats beaucoup plus considérables. D'excellentes choses ont été dites à ce sujet à la réunion de Berne, et nous ne pouvons qu'engager vivement ceux qui les ont entendues et applaudies, à les répéter dans leurs Sections et à faire leur possible pour qu'elles entrent dans la pratique.

Les derniers alinéas du *Manifeste* du Congrès de Bruxelles résument d'une façon claire et précise l'esprit dans lequel la propagande de l'Internationale doit être faite. Nous les reproduisons ci-dessous, pour les soumettre aux réflexions de tous les lecteurs du *Bulletin* :

« Compagnons ouvriers de tous les pays, de toutes les professions, nous vous avons expliqué notre raison d'être et notre but.

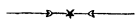
» A vous de juger si l'Internationale représente réellement les aspirations du prolétariat, et de prendre parti dans la guerre à mort qui est aujourd'hui engagée sur tous les points du monde entre le travail et le capital : soit pour nous contre nos exploiters communs, soit pour les exploiters contre nous et contre vous-mêmes.

» Si vous croyez comme nous à la nécessité d'une grande transformation sociale, ne restez plus dans une coupable indifférence : joignez vos efforts aux nôtres pour généraliser et consolider les associations et les fédérations ouvrières, établir des rapports de solidarité pratique entre elles, étudier toutes les questions sociales, et propager les principes socialistes, de manière à ce que le peuple devienne conscient de l'œuvre qu'il a à réaliser. Ecartons les séductions bourgeoises, les conseils de l'égoïsme, de la cupidité, de l'ambition, de l'indécision, de la lâcheté; organisons-nous pour l'action, suivant les situations spéciales de chaque pays.

» Dans tous les pays, la conduite de la bourgeoisie prouve qu'elle ne veut faire aucune concession aux travailleurs; les gouvernements de

tous les grands Etats, organisant impitoyablement les persécutions contre les socialistes, créent eux-mêmes une situation d'où découleront inévitablement des solutions violentes.

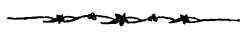
» La réaction bourgeoise marche à pas géant. Elle nous étendra bientôt complètement, si nous n'apprenons à nous servir de la seule arme qui nous reste : La Révolution sociale. »



Nous recevons le rapport présenté au Congrès de Bruxelles par la Section de propagande de Genève, sur la question des services publics. Ce rapport a été imprimé, et forme une brochure de 32 pages, qui se vend au prix de 20 centimes aux bureaux de la *Revue socialiste*, 46, Terrassière, Genève.

Sans traiter la question d'une manière aussi détaillée que le rapport de Bruxelles, le rapport genevois n'en est pas moins très intéressant, et nous en recommandons la lecture à tous ceux qui s'intéressent au socialisme. Ils y trouveront l'exposé du programme du socialisme fédéraliste. Nous regrettons seulement que, faute des développements que les dimensions de la brochure ne permettraient pas de donner, le rapport ne présente guère en effet qu'un programme; il serait à désirer que ces travaux spéciaux pussent être publiés sur chacune des diverses parties de la question, qui n'ont pu être qu'effleurées dans le rapport. Toutefois, on y trouvera déjà, sur quelques points, des données assez étendues : ainsi sur l'hygiène, sur la sécurité publique, sur les cultes.

Nous espérons que le mouvement d'idées qui se produit actuellement dans l'Internationale, grâce à la discussion de ces questions, aura des résultats pratiques pour la propagande, et que nombre de questions qui paraissent encore obscures à beaucoup, seront, dans un prochain avenir, élucidées d'une manière satisfaisante.



## Nouvelles de l'Extérieur.

### France.

Les élections de dimanche dernier ont fourni une nouvelle occasion de constater les progrès du bonapartisme. Dans le Pas-de-Calais, aucun des candidats n'a été élu, mais le candidat bonapartiste, M. Delisse-Engrand, est celui qui a eu le plus de voix. En Seine-et-Oise, le duc de Padoue, candidat bonapartiste, a réuni le chiffre énorme de 45,000 voix; c'est néanmoins son concurrent, le vieux Senart, qui a été élu. Pour apprécier cette dernière élection, il faut savoir que Senart, ancien président de la Constituante de 1848, est l'homme qui a dirigé avec Cavaignac les massacres de juin: il offrait donc de solides garanties aux hommes d'ordre de toutes les nuances; au contraire, le duc de Padoue, ancien ministre de l'intérieur sous l'empire, et auteur de ces fameuses listes de suspects dont on a tant parlé, était particulièrement odieux aux partis de la monarchie constitutionnelle et légitime; il

avait même contre lui la fraction du parti bonapartiste qui se rattache au prince Napoléon. Ainsi, le gouvernement, les orléanistes, les légitimistes, les bonapartistes de la branche cadette, les républicains conservateurs, les républicains radicaux, voire même des communards engoués de politique électorale, tout cela était coalisé contre le duc de Padoue, tout cela a voté comme un seul homme pour Senart; et néanmoins Senart n'a réuni que 61,000 voix, tandis que les seuls bonapartistes ont pu donner 45,000 voix à leur candidat.

On pouvait éviter l'Empire par un seul moyen: en soutenant la Commune de Paris. Les républicains bourgeois ont préféré l'écraser: ils seront récompensés selon leurs œuvres.

### Autriche.

On fait en ce moment à Gratz, en Styrie, un procès à divers socialistes autrichiens. Ils sont poursuivis pour avoir fait partie du Comité central du parti ouvrier de l'Autriche. Le ministère public veut voir dans l'existence de ce Comité central le délit de société secrète. En outre, l'un des prévenus, le Dr Tauchineski, est accusé « d'atteinte à la religion, » pour avoir donné des conférences où le christianisme était représenté comme une erreur.

Nous instruirons nos lecteurs du dénouement de ce procès.

### Italie.

(Correspondance particulière du Bulletin.)

Il y a des pays où on proclame l'état de siège sans le mettre en vigueur; en Italie, au contraire, l'état de siège est en vigueur sans qu'on se donne la peine de le proclamer. Si les révolutionnaires italiens ont des tendances très pratiques, il les doivent surtout au praticisme réactionnaire de nos oppresseurs. Pendant que les politiciens de toute nuance sont encore à discuter sur la convenance de prendre des mesures d'exception contre l'Internationale, le gouvernement les a déjà appliquées sans autre forme de procès dans plusieurs provinces d'Italie, particulièrement en Romagne et en Sicile. A Palerme, sur la place des *quattro cantoni*, on voit jour et nuit un peloton de troupes; le palais royal (résidence du préfet) et les prisons sont hérissés d'artillerie; les rues sont constamment parcourues par de fortes patrouilles, et à tous les coins de rue sont placées des sentinelles. Dans les autres villes principales de la Sicile, c'est la même chose. Tous les chemins de fer, toutes les voies navigables, sont littéralement couverts de militaires. Sept cents carabinieri (gendarmes) ont encore été envoyés l'autre jour en Sicile, et chaque semaine on voit de nouvelles troupes débarquer dans l'île. On y remet la magistrature entièrement à neuf: de toutes parts le gouvernement cherche les magistrats les plus dévoués et les plus courageux pour les envoyer en Sicile. Voulez-vous avoir une idée de la manière dont on y arrête les gens? Voici un échantillon:

A Palerme, un jeune homme, employé d'une compagnie d'assurances, télégraphie au directeur de sa compagnie, à Naples, à peu près en ces termes: « L'air d'ici ne me convient pas, je reviendrai bientôt. » L'auteur de cette dépêche fut immédiatement arrêté, et depuis deux mois on le tient en prison.

En Romagne, les choses se passent de la même façon. La police en fait de toute sorte: on donne

*l'admonition* à dix personnes à la fois, et il y a des cas où des villages entiers ont reçu *l'admonition* ; souvent même on l'applique à des femmes. On amène dans les bureaux de police des troupes de suspects pour les faire dévisager par les agents, afin que ceux-ci, ayant gravé dans leur mémoire les traits de ces hommes dangereux, puissent mieux les surveiller. Les visites domiciliaires pendant la nuit sont devenues une chose ordinaire. Les agents de police parlent à haute voix dans les cafés de tel ou tel qui doit recevoir *l'admonition* ou être envoyé sur une île pénitentiaire. Un de ces agents disait l'autre jour à un groupe d'ouvriers : « Ceci est le commencement de votre ruine. » Descendez-vous à une station ? les mouchards vous suivent et souvent vous arrêtent pour vous demander votre nom. Un jeune homme qu'on voit marcher d'un air un peu décidé est bien vite pris au collet. Vous êtes constamment exposé à vous voir fouiller en pleine rue ou à recevoir une bonne tirée de cheveux pour s'assurer que vous ne portez pas perruque. Les trains de chemins de fer sont remplis de mouchards et visités régulièrement par les agents officiels. A la poste et au télégraphe sont installés des bureaux spéciaux pour le décachetage des lettres et la lecture des dépêches.

Récemment, le ministre de la justice a adressé à la magistrature une circulaire pour l'engager à activer autant que possible l'instruction des procès pendants. Hypocrisie bourgeoise ! Les souffrances de quelques centaines d'internationaux détenus en prison préventive n'ont pas le moins du monde raccourci les vacances du personnel judiciaire. La bourgeoisie, épouvantée, fait de son mieux pour aider la police, en espionnant, en dénonçant et en calomniant à droite et à gauche.

Pendant que les bandes insurgées se trouvaient en campagne, les journaux bourgeois annonçaient à grand bruit, entr'autres mensonges, que les paysans avaient aidé la force armée à donner la chasse à la bande de Castel del Monte en Pouille. Eh bien, tout au contraire, je vous affirme que, lorsque cette bande dut se dissoudre, les paysans qui, les jours précédents, lui avaient porté secours par tous les moyens possibles, pleuraient à chaudes larmes en voyant les insurgés s'éloigner. Je puis vous garantir la parfaite exactitude de ce détail. A cette époque, la police a infligé la bastonnade, le jeûne forcé et d'autres tortures encore plus cruelles, à un grand nombre de personnes dont elle espérait pouvoir tirer quelques renseignements sur les insurgés.

Je ne sais pourquoi, dans ma première lettre, votre imprimeur a omis le nom de la station où Malatesta a été arrêté (1). Ce fut à la station de Pesaro ; il s'y était rassemblé un grand attroupement de bourgeois, venus pour assister à l'arrivée et à l'arrestation d'un *chef de brigands*, annoncé par le télégraphe. Les agents qui entrèrent dans le wagon où se trouvait notre ami, avaient le revolver à la main.

Le nombre des malheureux qui ont cherché dans la mort la fin de leurs souffrances n'a pas été moindre cette semaine que la semaine précédente (2). Le 10 courant, on a retiré du canal Noviglio, à

Milan, le cadavre d'une jeune couturière de 26 ans, et d'une autre femme de 24 ans ; cette dernière était mère de deux petits enfants à la subsistance desquels elle ne savait plus comment pourvoir. Le 11 courant, une jeune maîtresse d'école élémentaire, âgée de 27 ans, a tenté de s'asphyxier à Milan. Le 12 courant, à Turin, un ouvrier typographe, accablé par la misère, a essayé de mettre fin à ses jours de la même manière. Le 13 courant, à Milan, on a retiré du canal le cadavre d'un nouveau suicidé, un batelier de 36 ans.

A Palerme, dans l'hospice de Santa Oliva, où l'on élève les orphelins, est mort subitement un jeune garçon de 11 ans, nommé Fortunato Calabrese. Cet enfant avait été envoyé par l'hospice pour travailler dans la fonderie de fer de l'Oreteia, propriété d'un M. Florio. Selon les uns, il a été tué par le chef de la fonderie, Arcangelo Thomas, parce que celui-ci aurait trouvé dans ses poches un morceau de fer. Selon d'autres, l'enfant aurait été victime d'un acte de la plus honteuse brutalité, commis sur sa personne par ce même chef d'atelier. Le bruit court en outre, et il est répété par le journal *il Precursore*, de Palerme, que dans cet hospice il se passe beaucoup d'autres faits semblables de démoralisation et de barbarie. Ces pauvres enfants orphelins sont fréquemment victimes d'attentats à la pudeur ou d'actes de brutalité entraînant la mort.

Le 12 courant, à Milan, un maçon a été gravement blessé par une poutre, sur la place du Dôme ; et dans la rue Sant Antonio, les agents municipaux ont relevé un vieillard de 70 ans, qu'on avait chassé de l'hôpital parce que la commune à laquelle il appartient ne voulait plus payer pour lui.

Le 10 courant, les travaux des machines ont été suspendus à la station maritime de Venise, et par ce fait 300 ouvriers et environ 200 familles se sont vu subitement privés de tout moyen d'existence.

Le 15 courant, à Rome, un ouvrier de 24 ans a été enseveli sous un éboulement de terre. Dans la même ville, une pauvre domestique a reçu de sa maîtresse un coup sur l'œil et une morsure si graves, qu'il a fallu la transporter à l'hôpital. — A Savignoni, en Pouille, quelques paysans s'étant réfugiés, pendant un orage, dans une cabane qui menaçait ruine, la cabane s'est écroulée, cinq d'entre eux ont été tués, et six blessés.

Enfin, la Chambre du conseil du tribunal criminel de Rome, a renvoyé à la section d'accusation le procès contre les internationaux arrêtés à Rome, qui sont accusés de conspiration contre l'Etat. Nous aurons donc un procès !

G.

### Fédération jurassienne.

Les Sections de la Fédération discutent en ce moment le projet élaboré par la Section de Neuchâtel pour l'agrandissement du *Bulletin*. Ce projet démontre qu'au prix de sacrifices relativement minimes, et qui seraient promptement compensés par une augmentation du nombre des abonnés, le *Bulletin*, qui contient actuellement 500 lignes en moyenne, pourrait être transformé en un journal à trois colonnes contenant 960 lignes, le prix d'abonnement restant le même.

Nous espérons que des délibérations des Sections jurassiennes sortiront des résolutions propres à

(1) C'est que ce nom était illisible. (Note de l'imprimeur.)

(2) La dernière lettre de notre correspondant contenait déjà une longue liste de suicides que nous n'avons pu insérer, faute de place.

favoriser le développement de notre *Bulletin*, qui est actuellement, en Suisse, le seul organe socialiste de langue française qui paraisse toutes les semaines.

La position des ouvriers agricoles, et particulièrement des vigneron, dans le canton de Neuchâtel, est loin d'être enviable. Cette année la récolte est magnifique, mais les pauvres vigneron n'en seront pas plus riches; au contraire, l'écho des plaintes que leur arrache l'avarice des propriétaires nous est parvenu de divers côtés. Ainsi on nous raconte l'histoire d'un propriétaire qui se fait apporter par son vigneron, à trois lieues de distance, une lourde charge de raisin; pour tout salaire, il offre ensuite un verre de vin à l'ouvrier. Celui-ci, qui trouvait naturel de se faire payer sa journée, consulta un portefaix et lui demanda ce que valait la course de six lieues, aller et retour, qu'il avait faite avec son fardeau. Le portefaix répondit que cette course devait se payer 6 francs. Le vigneron, voulant faire preuve de modération, se contenta de demander 3 francs. Lorsque le propriétaire reçut la note du vigneron, il se montra très mécontent, prétendant que c'était beaucoup trop cher, et il déclara que pour l'avenir il s'adresserait à quelqu'un d'autre.

Dans plusieurs localités, il est d'usage que le vigneron, pendant les vendanges, reçoive chaque jour un panier de raisin: cela fait en quelque sorte partie de son salaire. Cette année, plusieurs propriétaires ont déclaré à leurs vigneron que le panier de raisin serait désormais supprimé..... sans doute à cause de l'abondance de la récolte.

Dernièrement, un vigneron a adressé à un journal de Neuchâtel une lettre où il racontait qu'ayant offert à la municipalité ses services comme garde-vignes, il s'était vu préférer d'autres personnes, dont plusieurs avaient des rentes, tandis que lui se trouvait à ce moment sans travail et aurait eu besoin de cet emploi pour vivre. Ce brave vigneron termine sa lettre en s'écriant :

« N'avons-nous pas droit au travail qui nous procure les moyens de vivre? »

Voilà donc un vigneron qui fait du socialisme, et pourtant si on lui parlait d'Internationale, il est probable que ce même homme reculerait d'horreur. Tâchez donc de comprendre une fois pour toutes, pauvres vigneron aveuglés, que la bourgeoisie et les gouvernements, quelque radicaux qu'ils puissent être, ne reconnaîtront jamais votre droit au travail; et que, puisque vous êtes socialistes de fait, puisque vos aspirations sont les mêmes que les nôtres, vous devriez donner la main aux ouvriers qui affirment comme vous le droit au travail et qui s'organisent pour le conquérir.

Un membre du *Grutli* de Neuchâtel nous communique le texte d'une Adresse envoyée au Conseil fédéral suisse par les sections du *Grutli* de Neuchâtel, Chau-de-Fonds, Locle, Fleurier, la Côte neuchâteloise et Cernier. Cette adresse émet le vœu que les chambres fédérales, lorsqu'elles élaboreront la loi sur les fabriques, y introduisent une disposition instituant la journée légale de 10 heures de travail.

A propos de cette Adresse, il ne sera pas inutile de renseigner nos lecteurs d'une façon plus détaillée

sur le conflit qui a éclaté au sein de la Société du *Grutli* et qui prend des proportions toujours plus considérables.

Le Comité Central de la Société du *Grutli*, qui réside à Berne et qui, comme nous l'avons déjà dit (voir le *Bulletin* du 11 octobre), est composé d'hommes à tendances réactionnaires et bourgeoises, a envoyé au Conseil fédéral suisse, il y a quelque temps déjà, une Adresse qui était censée manifester les vœux de l'Association tout entière, concernant la future loi sur les fabriques. Or cette Adresse s'exprimait en ces termes, relativement à la durée de la journée de travail: « La durée de la journée de travail pour les adultes, dans les fabriques, ne doit pas être réglée par la loi. Eventuellement, la journée normale de travail devrait être fixée à 11 heures. »

Là-dessus, réclamations très-vives de plusieurs sections du *Grutli*, qui désapprouvent le Comité Central et qui déclarent que le *Grutli* doit demander la limitation de la journée de travail par la loi, et la fixation de cette journée à 10 heures, et non à 11.

Le Comité Central avait voulu motiver son opinion contraire à la réglementation de la journée de travail, en s'appuyant sur la liberté de l'ouvrier, qui doit avoir le droit de disposer de son travail comme il l'entend. Cette niaiserie empruntée aux plus hypocrites des économistes bourgeois fut vertement relevée par les Grutléens socialistes, qui demandèrent ce que c'était que la liberté d'un ouvrier forcé de travailler 13 ou 14 heures par jour dans une fabrique, ou de mourir de faim.

Sur ces entrefaites, un groupe de sections du *Grutli* de la Suisse allemande (Olten, Biberist et Soleure) vint au secours du Comité central en lançant une circulaire à toutes les sections de l'Association: la question de la journée de travail y était mentionnée et mêlée à une quantité de questions personnelles, de récriminations contre les socialistes, contre le citoyen Moham de St-Gall, contre ceux qui veulent entraîner le *Grutli* dans les eaux de l'Internationale, etc. La circulaire proposait, pour sauver le *Grutli* du danger qui le menace, un remède héroïque: l'expulsion du *Grutli* de tous les socialistes.

Cette circulaire en provoqua une autre, rédigée par la section de Genève. Les Grutléens genevois se prononcèrent contre le Comité central, en faveur de la journée de dix heures et des principes socialistes; ils annoncèrent que, mécontents de l'adresse au Conseil fédéral rédigée par le Comité central, ils allaient en rédiger une pour leur compte particulier, et ils engagèrent les autres sections à en faire autant.

Les sections du canton de Neuchâtel, comme on l'a vu, ont suivi le conseil des Genevois; elles se sont prononcées contre le Comité central et ont rédigé l'adresse dont nous avons parlé.

Les choses en sont là, mais la crise est loin d'être apaisée, et l'on peut s'attendre, au contraire, pour un prochain avenir, à des événements graves.

Le n° 7 de la *Revue socialiste* vient de paraître. Sommaire: Protestation. — Bulletin. — Maître Claude et son député. — L'évasion de Nouméa. — Divers.

Nous n'avons pu, faute de place, annoncer le n° 6 en temps utile.